



Platforms, Experts, Tools: Specialised Cyber-Activists Network

Les hotspots de la haine

**Et les responsabilités des personnalités
publiques dans la publication de contenus
en ligne**



Projet financé par le programme « droits, égalité et citoyenneté » (2014-2020) de l'Union Européenne

À propos du projet

Le projet **sCAN** – *Platforms, Experts, Tools: Specialised Cyber-Activists Network* (2018-2020), financé par l'UE et coordonné par la Licra (Ligue Internationale Contre le Racisme et l'Antisémitisme), a pour but de rassembler expertise, outils, méthodologie et connaissances concernant la haine en ligne et d'élaborer un ensemble de pratiques complet pour permettre d'identifier, d'analyser, de signaler et de réagir pour contrer les discours de haine en ligne. Ce projet s'appuie sur les résultats d'autres projets européens concluants, comme par exemple les projets « Research, Report, Remove: Countering Cyber-Hate phenomena » et « Facing Facts », et s'emploie à poursuivre, amplifier et renforcer les initiatives développées par la société civile en ce qui concerne la lutte contre les discours de haine.

Les partenaires du projet **sCAN** pourront, à travers une coopération européenne, renforcer et approfondir (davantage) leur fructueuse collaboration. Ils contribueront à la sélection et à l'apport d'outils de contrôle automatisés utiles pour un meilleur repérage du contenu haineux. Le projet s'attachera à renforcer les actions en termes de monitoring (comme les exercices de monitoring) instaurées par la Commission Européenne. Les partenaires rassembleront également leurs connaissances et observations respectives afin de mieux pouvoir identifier, expliquer et comprendre les tendances de la haine en ligne à l'échelle internationale. Le projet vise en outre à développer les moyens de l'Europe en proposant des cours en ligne pour les cybermilitants, les modérateurs et les formateurs, à travers la plateforme en ligne de Facing Facts.

sCAN sera mis en œuvre par dix partenaires européens : ZARA, Zivilcourage und Anti-Rassismus-Arbeit (Autriche), CEJI-A Jewish contribution to an inclusive Europe (Belgique), Human Rights House Zagreb (Croatie), Romea (République Tchèque), Respect Zone et Licra, Ligue Internationale Contre le Racisme et l'Antisémitisme (France), jugendschutz.net (Allemagne), CESIE (Italie), le Latvian Centre for Human Rights (Lettonie), et l'Université de Ljubljana, Faculty of Social Sciences (Slovénie).

Le projet **sCAN** est financé par la direction générale de la justice et des consommateurs de la Commission Européenne, dans le cadre du programme de l'Union Européenne « droits, égalité et citoyenneté ».

Clause de non-responsabilité

Ce rapport annuel est financé par le programme « droits, égalité et citoyenneté » (2014-2020) de l'Union européenne.

Le contenu de cette analyse représente uniquement le point de vue de ses auteurs et est la seule responsabilité du consortium du projet sCAN. La Commission européenne n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qui y figurent.



Projet financé par le programme « droits, égalité et citoyenneté » (2014-2020) de l'Union européenne

Sommaire

Introduction.....	4
Le discours de haine des personnalités publiques ont rarement des conséquences.....	6
La « zone grise » de la haine.....	8
L'importance de la modération	9
Conséquences pour la société	11
Conclusion	11
Bibliographie	13

Introduction

Les réseaux sociaux ont non seulement changé notre façon de communiquer et d'interagir, mais ils façonnent également l'opinion publique et le débat politique, car de plus en plus de gens utilisent les réseaux sociaux comme principale source d'information politique. Une étude récente de Reuters a montré qu'Internet et surtout les réseaux sociaux ont remplacé les moyens de communication traditionnelles comme la presse écrite et la télévision comme sources d'information principales, en particulier pour les jeunes.¹

Les personnalités publiques telles que les politiciens, les journalistes et les influenceurs ligne ont une grande crédibilité auprès de leur public. Ils utilisent leurs profils dans les réseaux sociaux pour communiquer avec leurs partisans de façon quasi instantanée et pour façonner leur perception lorsqu'une situation donnée se développe. Avec leur portée énorme et la quantité de contenu, les réseaux sociaux sont l'outil parfait pour influencer l'opinion publique. Leur grande portée est la raison pour laquelle ils ont une responsabilité particulière lorsqu'il s'agit de diffuser de la désinformation ou de l'incitation implicite (ou parfois explicite) à la haine.

Dans plusieurs pays européens, des hommes politiques de premier plan et d'autres personnalités publiques utilisent leur présence en ligne pour inciter à la haine ou pour encourager les discours haineux en publiant des commentaires biaisés et populistes sur leurs profils dans les réseaux sociaux. Ces "influenceurs de la haine" utilisent des méthodes de communication similaires à celles des influenceurs classiques, mais encouragent activement les discours de haine sur leurs canaux. Même si leurs publications ne constituent pas eux-mêmes un discours de haine illégal, ils incitent à la haine et stimulent le discours de haine dans la partie « commentaires ». Comme le message original n'implique pas toujours une incitation explicite à la haine, il peut être difficile de contraster cette situation tout en respectant la liberté d'expression. Si le message d'origine reste en ligne, il continue d'attirer des commentaires haineux.

Une culture de communication en ligne dans laquelle le discours de haine semble être accepté (ou même validé) peut conduire à un débat politique empoisonné et à des menaces violentes contre l'"ennemi" politique perçu et peut même devenir violent.

Outre la responsabilité des personnalités publiques de ne pas diffuser ou encourager les discours de haine et de modérer efficacement les commentaires sur leurs profils dans les réseaux sociaux, la société civile a la responsabilité de lutter contre les discours de haine et de faire preuve de solidarité avec les personnes et les communautés ciblées en ligne.

Neuf organisations partenaires ont apporté leur contribution et leur vaste expérience à ce document analytique sur la responsabilité en ligne des personnalités publiques :

- ZARA (Autriche)
- CEJI (Belgique)
- Human Rights House Zagreb (Croatie)
- Romea (République Tchèque)
- Licra (France)
- jugendschutz.net (Allemagne)
- CESIE (Italie)
- Latvian Center for Human Rights (Lettonie)
- University of Ljubljana, Faculty of Social Sciences (UL-FDV) (Slovénie)

¹ Reuters Institute (2019). *Digital News Report 2019*. Disponible sur <http://www.digitalnewsreport.org/> (consulté le 13.12.2019).

Vue que la portée du projet sCAN ne permet pas aux organisations participantes de fournir une image complète des "hotspots" des discours de haine sur les réseaux sociaux, nous avons décidé de nous concentrer sur des études de cas.

Les discours de haine des personnalités publiques ont rarement des conséquences

Plusieurs partenaires du projet ont signalé que des hommes politiques et d'autres personnalités publiques de premier plan dans leur pays utilisent leur présence en ligne pour inciter à la haine ou diffuser directement des discours haineux. Cette situation est particulièrement inquiétante, car ces personnes sont considérées comme des modèles par leurs partisans et peuvent donc normaliser les discours de haine et les préjugés dans le cadre de communications quotidiennes. Cela peut également influencer les utilisateurs qui n'avaient pas d'opinions discriminatoires auparavant.

Dans un exemple italien, le journal *Libero* a publié un article en ligne attaquant l'activiste climatique Greta Thunberg en utilisant un jeu de mots combinant le nom de la fille et l'insulte italienne « cretina » (c'est-à-dire idiot) pour créer le terme « Gretina »². Quelques mois plus tard, à l'occasion des *Friday for Future*, une grève mondiale pour la défense du climat inspirée par la jeune Suédoise, le rédacteur en chef de *Libero*, Vittorio Feltri, a posté sur son compte Twitter personnel une comparaison de Greta à Hitler et Staline. Le tweet a reçu 2 726 visites mais a été fortement critiqué sur Twitter ainsi que sur d'autres plateformes et journaux. Néanmoins, Feltri a reçu le soutien de larges segments du public et il n'a pas subi aucune conséquence pour son geste. Même si le tweet contenait des propos haineux, il n'a pas été retiré du réseau social.

Dans plusieurs pays européens, les discours de haine en ligne sont également diffusés par des politiciens. Un membre d'un parti politique slovène d'extrême droite a publié un post diffusant de la haine sur l'influence de la communauté LGBT sur les enfants, présentant la communauté LGBT comme une menace pour un mode de vie « normal » et établissant un lien entre les LGBT et les pédophiles. L'auteur joue ainsi sur les émotions parentales protectrices, en incitant principalement à craindre que « nos » enfants soient « empoisonnés » par le mouvement LGBT. Le post contient des incitations à la haine et à l'exclusion. La plupart des commentaires reproduisent la haine contre les personnes LGBT et incluent même des appels à la violence physique.

En Autriche, le thème de la « boucherie casher » a déclenché un débat animé en 2018. Sous prétexte de protection des animaux, le plus haut responsable de l'administration de Basse-Autriche, Gottfried Waldhäusl (FPÖ), avait suggéré de créer de facto des listes de noms de citoyens juifs afin de suivre la consommation de viande kasher (et halal). Le débat en ligne s'est appuyé sur de fausses nouvelles diffusées par le FPÖ et par des politiciens spécifiques du FPÖ, ce qui a déclenché une énorme quantité de discours de haine en ligne contre les personnes ayant une affiliation religieuse juive et musulmane. Le gouvernement fédéral et le gouverneur de Basse-Autriche ont refusé d'enregistrer les clients.

En République tchèque, l'assistant de Jaroslav Foldyna, membre du parlement tchèque pour le parti social-démocrate, a publié un article intitulé « L'avenir de l'Europe est-il islamique ? »³. Dans cet article, M. Kraft a incité à la haine envers les musulmans et les migrants, appelant notamment à une action militaire contre les réfugiés arrivant par bateau. Jaroslav Foldyna a approuvé l'article et ses itérations dans les réseaux sociaux et a refusé de prendre des mesures disciplinaires contre son assistant.

² *Libero* (19 April 2019). Greta Thunberg, Pietro Senaldi difende il titolo di *Libero*: perché i rompiballe siete voi. Disponible sur <https://www.liberoquotidiano.it/news/opinioni/13454031/greta-thunberg-senaldi-difende-titulo-libero-rimpiballe-siete-voi.html>;

Libero (20 April 2019). Vittorio Feltri demolisce Greta Thunberg: "Rompiballe per definizione. E qualche imbecille a Bergamo..." <https://www.liberoquotidiano.it/news/personaggi/13454270/vittorio-feltri-greta-thunberg-rompiballe-per-definizione-ci-ammorba.html> (consulté le 20.01.2020).

³ Walter Kraft (2019). Je budoucnost Evropy islámská? Disponible sur <http://www.stret-civilizaci.cz/walter-kraft-je-budoucnost-evropy-islamska> (consulté le 19.12.2019).

En août 2019, Matteo Salvini, alors ministre italien de l'intérieur, a publié un tweet antitsiganiste menaçant d'expulsion forcée des campements roms informels en Italie.⁴ La déclaration raciste de Salvini a été publiée à la veille du Porrajmos, la Journée européenne de commémoration de l'Holocauste des Roms, provoquant une vague d'indignation au sein de l'éventail politique. De nombreuses personnalités publiques et politiques ont répondu à Salvini en essayant de contrer sa remarque raciste. Cependant, les postes n'ont pas entraîné de conséquences graves pour lui ou son parti politique. Au contraire, sa popularité est restée stable à 38%.⁵

Lors d'une conférence de presse⁶ le président de la République tchèque, Miloš Zeman, a cité des chiffres manipulés sur les taux d'emploi de la population rom tchèque. Il a déclaré que seuls 10 % des Roms vivant en République tchèque travaillent. Ses déclarations ont été largement discutées et diffusées sur les réseaux sociaux. Cependant, il n'y a aucune institution en République tchèque qui collecte des données sur l'emploi en fonction de la ségrégation ethnique. Bien que nous ne puissions pas dire que les fausses statistiques soient en soi un discours de haine, la désinformation sur le (dés)emploi des Roms basée sur des données rares incite à la haine et soutient le trope antitsiganiste selon lequel les Roms sont des parasites du système de prestations sociales, surtout lorsqu'elle provient de la plus haute autorité politique du pays.

Bien que dans les cas susmentionnés, le discours de haine ne semble pas avoir eu de conséquences pour les propriétaires de comptes, il existe des exemples où le contenu haineux a été supprimé, leurs profils interdits ou ils ont dû faire face à des conséquences hors ligne. En Autriche, Martin Sellner, chef du Mouvement identitaire, publie continuellement et régulièrement des vidéos qui montrent des contenus discriminatoires et d'extrême droite sur sa chaîne YouTube, qui compte 115 000 abonnés. Certaines de ses vidéos ont été retirées après avoir été signalées à YouTube et aux services officiels de signalement. Ses comptes sur Facebook, Twitter et/ou YouTube ainsi que sur d'autres plateformes de réseaux sociaux ont été régulièrement interdits. Néanmoins, les comptes ont été à nouveau disponibles peu de temps après.

En France, le célèbre commentateur antimusulman Eric Zemmour a prononcé un discours à la « Convention de la Droite » dans lequel il a violemment attaqué les musulmans en les comparant à des « colonisateurs » tout en mettant au même plan l'islam et le nazisme. La diffusion en direct de son discours sur une chaîne de télévision bien connue a été promue sur ses pages officielles de réseaux sociaux et a fait l'objet de nombreux débats sur plusieurs comptes publics, avec de nombreux partisans et groupes agissant comme « fan club ». En réaction à ces messages, l'initiative de la société civile « Sleeping Giants » a lancé une campagne réussie demandant aux marques de cesser de faire de la publicité pour ses émissions. En outre, Eric Zemmour a déjà été condamné à plusieurs reprises pour des discours de haine antimusulmans, y compris, mais sans s'y limiter, pour incitation à la haine raciale.

En Croatie, un membre de l'assemblée de la ville de Rijeka a fait une déclaration à la radio, évoquant l'expression raciste « Suspendez les Serbes aux saules » (en croate, il s'agit d'une courte rime : « Srbe na vrbe »). Elle a affirmé que puisque Rijeka n'a qu'une petite population de Serbes (6,5%), la ville n'a

⁴ The Independent (3 August 2019). Italy's Salvini launches racist attack against 'dirty gypsy' woman: 'The bulldozer is arriving soon'. Disponible sur <https://www.independent.co.uk/news/world/europe/italy-salvini-gypsy-attack-racist-twitter-lega-far-right-a9037706.html>;

Euronews (2 août 2019). Italy's Matteo Salvini accused of racism after 'dirty gypsy' comments. Disponible sur <https://www.euronews.com/2019/08/02/italy-s-matteo-salvini-accused-of-racism-after-dirty-gypsy-comments> (consulté le 20.01.2020).

⁵ TG.La 7 (29 juillet 2019). Il sondaggio politico di lunedì 29 luglio 2019. Disponible sur <https://tg.la7.it/sondaggi/il-sondaggio-politico-di-luned%C3%AC-29-luglio-2019-29-07-2019-141070>; Today (23 August 2019). Il verdetto dei sondaggi, la crisi d'agosto punisce la Lega: "Salvini ha sbagliato i tempi". Disponible sur <http://www.today.it/politica/sondaggi-agosto-2019.html> (consulté le 20.01.2020).

⁶ Idnes.cz (2018). Za komunismu netrpěli, ani se nehlásí ke své národnosti, uráží Zeman Romy. Disponible sur https://www.idnes.cz/zpravy/domaci/zeman-romove-zamestnani-fotografie-narodnost-urazky.A181005_114131_domaci_kop (consulté le 19.12.2019).

pas besoin de beaucoup de saules. Après un tollé public, elle a démissionné du poste de présidente du Conseil des minorités nationales de l'Assemblée. Cependant, elle est restée représentante à l'assemblée de la ville de Rijeka.

La diplomate croate Elizabeta Mađarević, première secrétaire de l'ambassade croate en Allemagne, a posté une image de la mer Adriatique sur Facebook avec la légende « Europe pure et authentique. Juste des Européens blancs comme c'était le cas il y a seulement 30 ans dans toute l'Europe. Cela devrait être une bonne publicité pour les vacances. On pourrait penser que ce n'est plus possible, mais heureusement, c'est le cas ». Elle avait déjà un passé de postes xénophobes et homophobes et rejetait l'idée de droits de l'homme universels. En réaction au discours de haine publié sur Facebook, Mme Mađarević a été suspendue et retirée de son poste à l'ambassade.

La « zone grise » de la haine

Cependant, les discours de haine ne sont pas toujours diffusés sous cette forme manifeste. Il est important de garder à l'esprit que de nombreuses personnalités d'extrême droite ont une connaissance approfondie du cadre juridique antiraciste de leur pays et parviennent à rester dans la « zone grise ».

Un membre d'un parti politique slovène d'extrême droite a proféré des insultes à l'encontre d'étrangers africains, se moquant de leurs prétendues capacités mentales réduites et incitant à leur exclusion du monde soi-disant plus développé. Le message a mis en évidence le climat social de la mentalité anti-réfugiés actuelle, où il est courant d'insulter les réfugiés ou les personnes d'origine africaine ou asiatique et leurs supposés partisans. Même si l'auteur du post original n'a répondu à aucun des commentaires, il a "aimé" certains commentaires contenant des discours de haine et des « avertissements » sur un profil culturel et racial européen supposé changer.

En Autriche, l'adjoint au maire de Vienne, membre du Parti autrichien de la liberté (FPÖ), a publié une photo sur Facebook, montrant un groupe de femmes (portant le foulard) et d'enfants, se réunissant et pique-niquant dans un parc de Vienne. Il a ajouté le commentaire suivant à la photo : Pas de photo de voyage lointain, mais d'étranges impressions du « Türkenschanzpark » [un parc à Vienne]. C'est à cela que ressemblent nos oasis de loisirs « viennoises »... Le message ne contenait pas de discours de haine illégal, mais incitait à des commentaires haineux en laissant entendre que les femmes portant le foulard rendent les parcs autrichiens « étranges ». En établissant un lien avec une « photo de voyage exotique », il a insinué que les femmes portant le foulard sont étrangères et ne font pas partie de la société autrichienne.

Janis Dombrova, membre du parlement letton pour le parti nationaliste de droite « National Union » (Nacionālā apvienība), a publié un article intitulé « Le temps des faux étudiants va bientôt prendre fin » sur le site web de l'Union nationale et l'a fait connaître par le biais des réseaux sociaux. M. Dombrova affirme régulièrement que la majorité des étudiants étrangers originaires de pays non-membres de l'UE arrivent en Lettonie pour travailler et pas pour étudier. Il affirme également que les étudiants étrangers sont une menace pour l'économie et les entreprises locales, ainsi que pour la langue et la culture lettones. Ses articles provoquent des discours xénophobes et racistes de la part d'autres internautes. Avec plus de 7 000 followers sur Facebook et 4 600 sur Twitter, M. Dombrova a une grande influence sur le débat politique letton. Le groupe Facebook local anti-migrant « Latvija nav iebrauktuve » reprend régulièrement ses messages.

Certains influenceurs en ligne et d'autres personnalités publiques emploient des stratégies de communication spécifiques pour inciter à la haine et encourager les discours haineux de leurs adeptes sans pour autant franchir le seuil légal eux-mêmes.

Par exemple, l'homme politique tchèque Tomio Okamura utilise régulièrement ses réseaux sociaux pour diffuser de fausses nouvelles et inciter à la haine contre les migrants, les musulmans, les Roms et la communauté LGBT. De nombreux messages d'Okamura prétendent transmettre des faits et des

avertissements dans l'intérêt du public, mais leur métacommunication renforce le principe de la responsabilité collective. M. Okamura ne cite pas ses sources et utilise souvent des exemples d'autres pays que l'utilisateur monolingue tchèque moyen des réseaux sociaux n'est pas en mesure de vérifier. Venant d'un représentant élu, ses communications encadrées avec autorité alimentent l'atmosphère de haine et de xénophobie qui s'intensifie en République tchèque.

Lorsqu'un agent de police a attaqué et tué ses collègues à la préfecture de police de Paris en octobre 2019, la politicienne française Marion Maréchal a tout de suite réagi sur Twitter en insistant sur la question du terrorisme islamiste. Maréchal, petite-fille de Jean-Marie Le Pen qui a fondé le Front National, parti d'extrême droite, est le nouveau visage de l'extrême droite en France. En raison de son influence, la simple inclusion du mot « l'islamisme » a suffi à provoquer un discours de haine antimusulman et une rhétorique anti-gouvernementale.

Marion Maréchal est soutenue par l'influenceur français anonyme « Napoléon », dont le compte twitter compte 23 700 adeptes. Le compte est également associé au conservateur anti-LGBTIQ « La Manif pour Tous ». Il utilise une stratégie de communication très spécifique : selon Nicolas Van-derbiest de l'Université de Louvain, le compte est « loin des militants traditionnels qui partagent frénétiquement les messages de leur candidat ».⁷ Au lieu de publier des articles sur des candidats ou des hommes politiques spécifiques, « Napoléon » diffuse des informations partiales sur un large éventail de sujets. Par exemple, « Napoléon » a publié de nombreux articles sur la violence et les crimes contre les femmes, qui constituent un débat important et pertinent dans la société française. Cependant, il utilise ce débat pour inciter à la haine contre les immigrés en laissant entendre que seuls les migrants - en particulier les migrants musulmans - sont responsables des violences contre les femmes.

En Italie, le rédacteur en chef du journal La Verità a attaqué les migrants sur Twitter, en publiant des contenus destinés à inciter à la peur et à diffuser des stéréotypes effrayants à leur rencontre⁸. En créant un prétendu syllogisme entre les arrivées en mer de migrants et les crimes commis en Italie, il utilise une rhétorique d'invasion pour représenter les migrants comme de dangereux criminels, voire des terroristes, venus en Italie pour commettre des crimes contre la population italienne.

En Allemagne, l'influenceur YouTube « Leon-Lovelock » fournit une plate-forme pour les théories de conspiration antisémites parmi les vidéos de motivation sur la forme physique ou le mode de vie. Sa chaîne compte plus de 380 000 abonnés et s'adresse principalement aux jeunes téléspectateurs. Avec une mentalité de "questions-réponses", il reproduit sans critique les théories de conspiration et les légittime ainsi comme des alternatives apparemment viables aux découvertes scientifiques.

L'importance de la modération

Afin de minimiser les discours de haine en ligne, il est important que les personnalités publiques acceptent la responsabilité de modérer les commentaires sur leurs profils. En particulier pour les chaînes ayant une grande portée et un large public, une modération identifiable et cohérente est essentielle. Les recherches montrent toutefois que les propriétaires de comptes ne prennent pas cette responsabilité suffisamment au sérieux. Souvent, les reportages biaisés et sensationnels renforcent la spirale de la haine dans les sections de commentaires. Mais même un reportage bien équilibré peut être confronté à des incitations et des appels à la violence dans les commentaires, s'il n'y a pas de modération efficace.

⁷ Adrien Sénécat (2016). "Prince de l'amour", le roi de l'intox sur Twitter. Disponible sur https://www.le-monde.fr/les-decodeurs/article/2016/12/21/prince-de-l-amour-le-roi-de-l-intox-sur-twitter_5052636_4355770.html (consulté le 10.12.2019).

⁸ Maurizio Belpietro (22 septembre 2019). Tweet disponible sur <https://twitter.com/BelpietroTweet/status/1176008877499912192> (consulté le 20.01.2020).

En Hongrie, un site de mèmes à l'origine amusant et humoristique appelé "Tibiatya" (prêtre Tibi), a déclenché une série de discours de haine anti-LGBT en publiant des articles sur les droits des LGBT sur un ton diffamatoire à plusieurs reprises en 2019.

En Allemagne, le manque de modération des commentaires a été particulièrement frappant parmi un certain nombre de vidéos de grande portée diffusées sur les chaînes YouTube de Spiegel TV, un média associé au célèbre magazine politique Der Spiegel. Dans les commentaires d'un reportage du Spiegel TV qui a diffusé plus de 500 000 images de squatters sans abri appelés Roms à Majorque, une répression « sévère » de l'État est nécessaire. Le terme raciste de « Zigeuner » (« Tsigane ») a également été introduit dans le débat. En conséquence, la discussion s'est intensifiée. Au début, les commentateurs ont suggéré que les propriétaires de la maison squattée pourraient engager des « voyous criminels » pour l'expulsion. Ensuite, certains utilisateurs ont déclaré être prêts à se porter volontaires pour cela et ont fait référence aux compétences appropriées et à la disponibilité de diverses armes. Enfin, la discussion s'est intensifiée de telle sorte que des fantasmes de meurtre ont été ouvertement échangés et décrits de manière décisive. Des commentaires particulièrement drastiques ont été formulés par de nombreux participants.

Non seulement les médias, mais aussi les réseaux sociaux influents en général, devraient prendre leur responsabilité de modérer plus sérieusement. À ce but, il est primordial que les titulaires de comptes adoptent une netiquette ou des règles de communication similaires pour leurs canaux et les appliquent efficacement.

Conséquences pour la société

Les discours de haine diffusés ou encouragés par des fonctionnaires peuvent avoir de graves conséquences sur la culture de la communication dans les sociétés démocratiques. Une culture de communication en ligne dans laquelle les discours de haine semblent être acceptés (voire encouragés) par les politiciens et les personnalités publiques de premier plan peut conduire à un débat politique empoisonné et à des menaces violentes contre l'« ennemi » politique perçu. Cette normalisation du discours de haine se résume alors à tous les niveaux de la société, affaiblissant le tissu social et créant une atmosphère d'irrespect au mieux et de haine pure au pire. En outre, comme on ne peut plus considérer les activités en ligne et hors ligne comme des sphères de vie distinctes, les menaces en ligne peuvent facilement se transformer en harcèlement hors ligne.

En Autriche, l'auteur du magazine en ligne Vice, Alexandra Stanić, a été la cible d'un « shitstorm » de discours haineux après que son article intitulée « Warum ich Österreich hasse » (traduction : Pourquoi je déteste l'Autriche) ait été largement diffusée sur les réseaux sociaux. Dans cette rubrique, Alexandra Stanić parle de son expérience du racisme et de sa perception et de son ressentiment à l'égard de la politique autrichienne. Par conséquent, elle a annoncé qu'elle allait éteindre son téléphone pendant quelques jours, pendant que ses amis classeraient ses messages. C'est un exemple de la manière dont les discours haineux peuvent conduire à l'exclusion (temporaire) des personnes visées du discours public en ligne. Cependant, elle a également reçu des messages de solidarité et de soutien de la part d'utilisateurs des réseaux sociaux et de politiciens.

En Lettonie, les déclarations de Janis Dombrova auraient résonné en dehors de l'espace en ligne. Selon les informations reçues d'un représentant des étudiants indiens, un groupe organisé de personnes a mené des raids dans des restaurants de kebab à la recherche de différentes violations. Les membres de ce groupe tentent de provoquer les personnes employées dans ces lieux et de compéter qui déposent davantage de plaintes auprès de différentes inspections telles que le Service alimentaire et vétérinaire, l'Inspection des langues de l'État et l'Inspection du travail de l'État. Afin d'éviter le harcèlement, certains propriétaires de restaurants de kebabs ont même commencé à rebaptiser leurs restaurants.

Dans des cas plus dramatiques, les personnes qui luttent activement contre les discours haineux en ligne et hors ligne sont visées par des campagnes de haine allant de messages discréditant ou dégradants à des menaces de mort. La propagande en ligne de l'extrémiste de droite crée une base pour légitimer la violence hors ligne. Le meurtre de l'ancien président de district allemand Walter Lübcke en juin 2019, dont le principal suspect est un extrémiste de droite lié au groupe néonazi Combat 18⁹, peut être considéré comme un exemple tragique de cela. Depuis qu'une vidéo de sa déclaration en faveur de la prise en charge des réfugiés est devenue virale en 2015, M. Lübcke a été confronté à d'innombrables menaces de violence et de mort en ligne. Après son assassinat, les extrémistes de droite ont banalisé, voire glorifié, le meurtre dans les discussions en ligne.

Conclusion

Les développements mis en évidence ci-dessus montrent l'importance pour les organisations de la société civile et le public de travailler ensemble pour lutter contre les discours haineux et garantir une sphère en ligne où chacun peut exprimer ses opinions librement et en toute sécurité. Les possibilités à cet effet sont multiples.

Outre le retrait des contenus manifestement illégaux de leurs plateformes, les sociétés de réseaux sociaux devraient s'efforcer davantage de faire appliquer efficacement leurs lignes directrices

⁹ Der Spiegel (2019). Verdächtiger hatte offenbar Kontakt zu militanten Neonazis von "Combat 18". Disponible sur <https://www.spiegel.de/panorama/justiz/walter-luebcke-verdaechtiger-hatte-offenbar-kontakt-zu-militanten-neonazis-a-1272817.html> (consulté le 19.12.2019).

communautaires et d'encourager une communication en ligne respectueuse. Les politiciens et les organes d'information doivent prendre plus au sérieux leur responsabilité de modérer les commentaires sur leurs profils et leurs canaux.

Les utilisateurs peuvent également contester les expressions haineuses par des contre-discours, déconstruire les stéréotypes haineux et démystifier les fausses nouvelles et les manipulations. Il est également important d'exprimer sa solidarité et son soutien aux personnes et aux communautés ciblées.

Les initiatives de la société civile comme les Géants endormis suivent une autre approche. Elles font pression sur les marques et les entreprises populaires pour qu'elles cessent de faire de la publicité sur des contenus haineux. Cette forme de boycott publicitaire est une tentative de pression économique sur les acteurs pour qu'ils modèrent leur présence en ligne.

Dans le cas de personnalités publiques qui encouragent délibérément les discours de haine en restant dans la zone grise de la haine et en publiant des contenus incendiaires qui ne se transforment pas en illégalité, les efforts pour contrer les discours de haine doivent être plus nuancés. Les sociétés de réseaux sociaux doivent examiner de près ces cas et commencer à explorer les moyens de les traiter à grande échelle.

L'incitation fonctionne comme une simple allumette qui enflamme une forêt entière. Les hotspots de la haine en ligne doivent donc faire l'objet d'une attention particulière de la part des sociétés de réseaux sociaux : ils ne peuvent être ni ignorés, ni sous-estimés.

Les organisations de la société civile qui luttent contre les discours de haine ne peuvent pas endiguer la marée à elles seules. L'engagement social croissant des utilisateurs est un signe positif.

Bibliographie

- Adrien Sénécat (2016). "Prince de l'amour", le roi de l'intox sur Twitter. Disponible sur https://www.le-monde.fr/les-decodeurs/article/2016/12/21/prince-de-l-amour-le-roi-de-l-intox-sur-twitter_5052636_4355770.html (consulté le 10.12.2019).
- Alberto Berlinguer (2019). *Sondaggi politici, la crisi di governo punisce la Lega*. Disponible sur <http://www.today.it/politica/sondaggi-agosto-2019.html> (consulté le 19.12.2019).
- Der Spiegel (2019). *Verdächtiger hatte offenbar Kontakt zu militanten Neonazis von "Combat 18"*. Disponible sur <https://www.spiegel.de/panorama/justiz/walter-luebcke-verdaechtiger-hatte-offenbar-kontakt-zu-militanten-neonazis-a-1272817.html> (consulté le 19.12.2019).
- Euronews (2019). *Italy's Matteo Salvini accused of racism after 'dirty gypsy' comments*. Disponible sur <https://www.euronews.com/2019/08/02/italy-s-matteo-salvini-accused-of-racism-after-dirty-gypsy-comments> (consulté le 20.01.2020).
- Idnes.cz (2018). *Za komunismu netrpěli, ani se nehlásí ke své národnosti, uráží Zeman Romy*. Disponible sur https://www.idnes.cz/zpravy/domaci/zeman-romove-zamestnani-fotografie-narodnost-urazky.A181005_114131_domaci_kop (consulté le 19.12.2019).
- Libero (19 April 2019). *Greta Thunberg, Pietro Senaldi difende il titolo di Libero: perché i rompiballe siete voi*. Disponible sur <https://www.liberoquotidiano.it/news/opinioni/13454031/greta-thunberg-senaldi-difende-titolo-libero-rimpiballe-siete-voi.html> (consulté le 20.01.2020).
- Libero (2019). *Vittorio Feltri demolisce Greta Thunberg: "Rompiballe per definizione. E qualche imbecille a Bergamo..."* <https://www.liberoquotidiano.it/news/personaggi/13454270/vittorio-feltri-greta-thunberg-rompiballe-per-definizione-ci-ammorba.html> (consulté le 20.01.2020).
- Maurizio Belpietro (2019). Tweet disponible sur <https://twitter.com/BelpietroTweet/status/1176008877499912192> (consulté le 20.01.2020).
- Reuters Institute (2019). *Digital News Report 2019*. Disponible sur <http://www.digitalnewsreport.org/> (consulté le 13.12.2019).
- TG.LA 7 (2019). *Il sondaggio politico di lunedì 29 luglio 2019*. Disponible sur <https://tg.la7.it/sondaggi/il-sondaggio-politico-di-luned%C3%AC-29-luglio-2019-29-07-2019-141070> (consulté le 20.01.2020).
- The Independent (2019). *Italy's Salvini launches racist attack against 'dirty gypsy' woman: 'The bulldozer is arriving soon'*. Disponible sur <https://www.independent.co.uk/news/world/europe/italy-salvini-gypsy-attack-racist-twitter-lega-far-right-a9037706.html> (consulté le 20.01.2020).
- Today (2019). *Il verdetto dei sondaggi, la crisi d'agosto punisce la Lega: "Salvini ha sbagliato i tempi"*. Disponible sur <http://www.today.it/politica/sondaggi-agosto-2019.html> (consulté le 20.01.2020).
- Walter Kraft (2019). *Je budoucnost Evropy islámská?* Disponible sur <http://www.stret-civilizaci.cz/walter-kraft-je-budoucnost-evropy-islamska> (consulté le 19.12.2019).